

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**C.C.T.P**

**MARCHE N°2025- 15**

**Travaux d'aménagement de bureaux et salles de  
cours site Papin**

**Lot n°3 : Sols minces**

*Toute correspondance doit être adressée à :*

*Service Achats & Marchés Publics - Maison de l'Université – 10 rue Tréfilerie - CS 82301 - 42023 St-Etienne Cedex 2  
Tél. 04 77 42 17 67 – Fax 04 69 66 11 07 - @ : [marches.publics@univ-st-etienne.fr](mailto:marches.publics@univ-st-etienne.fr)*

## **A Prescriptions générales**

### **A.1 Sommaire & principe d'organisation du présent document**

#### **SOMMAIRE :**

Le CCTP est rédigé suivant le sommaire ci-dessous :

- Chapitre **A** : Prescriptions générales à l'ensemble des lots,
- Chapitre **B** : Prescriptions particulières au présent lot,
- Chapitre **C** : Détail des ouvrages

#### **PRINCIPE D'ORGANISATION DES DOCUMENTS :**

L'ensemble des prescriptions décrites est tacitement considéré comme inclus à la prestation demandée. Les prescriptions complémentaires spécifiées au sein des articles quantitatifs viennent en complément des prescriptions générales, et sont à prendre en compte dans le chiffrage.

### **A.2 Définition de l'opération et intervenants**

#### ***A.2.1 Nature de l'opération***

L'opération concerne l'aménagement ponctuel de bureaux et de salles de cours sur différentes zones du bâtiment A-B du site Papin.

#### ***A.2.2 Liste des Corps d'Etat :***

Lot 1 Menuiserie intérieure-Mobilier Fixe

Lot 2 Plâtrerie-peinture-faux-plafond

Lot 3 Sols minces

Lot 4 Electricité-Courants-Faibles

Nb : les prestations de Plomberie-CVC associées à cette opération sont réalisées par le titulaire du marché 2020-11

#### ***A.2.3 Maître d'Ouvrage***

UNIVERSITE JEAN MONNET  
10, rue Tréfilerie -CS82301  
42023 SAINT-ETIENNE Cedex 2

#### ***A.2.4 Maîtrise d'œuvre***

UNIVERSITE JEAN MONNET  
10, rue Tréfilerie -CS82301  
42023 SAINT-ETIENNE Cedex 2

#### ***A.2.5 Contrôle Technique***

Les ouvrages à réaliser sont soumis au contrôle technique.

Les entreprises sont tenues dans le cadre de leur offre d'apporter toute aide de quelque nature qu'elle soit, au bureau de contrôle pour qu'il puisse assurer sa mission. Les entreprises devront prendre en compte toutes les observations que le bureau de contrôle fournira sur leurs ouvrages.

#### ***A.2.6 Sécurité Prévention Santé***

Les travaux seront soumis aux dispositions relatives à l'Hygiène et la Sécurité de chantier conformément aux textes législatifs relatifs à l'intégration de la Sécurité et à l'Organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

### **A.3 Définition du présent Document**

#### ***A.3.1 Cahier des Clauses Techniques Particulières***

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir l'ensemble des prestations et leurs modes d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif, l'entreprise devant l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages qui lui sont demandés.

#### ***A.3.2 Prestations incluses à la charge de l'entreprise***

Bien que non décrit spécifiquement et dans la mesure où cela s'applique, le prestataire doit :

- La fabrication en atelier,
- Le transport de toute nature pour amener à pied d'œuvre,
- Le stockage avec toutes protections nécessaires,
- Les moyens de levage, la pose, le réglage et l'ajustage des ouvrages prescrits

- Les moyens d'accès pour permettre la réalisation des prestations demandées : échafaudages, nacelles, grues, pont roulant etc.
- Le traçage et l'implantation des ouvrages
- Les trous, scellements et raccords
- La fourniture et la pose des systèmes de fixations de ses ouvrages adaptées aux supports
- Le remplacement ou l'entretien des éléments défectueux jusqu'à la réception de ces derniers
- La réalisation ou la fourniture de prototype, et échantillons,
- La fourniture, la mise en condition et le transport des ouvrages destinés à être soumis aux essais
- Les frais d'essais et de contrôle prescrits au présent document, ainsi que ceux demandés par le Maître d'Œuvre et le Contrôleur Technique dans le cadre des avis de chantier

#### **A.3.5 Limites de responsabilité**

Le présent document précise uniquement les objectifs techniques et architecturaux à atteindre.

Pour ce qui concerne les ouvrages de support (platines de fixations, fixations, chevilles, etc.) les dimensions éventuelles données au sein du présent document restent à titre indicatif et devront être validées par l'entreprise dans le cadre de son offre.

En aucun cas, la responsabilité du maître d'œuvre ne pourra être engagée pour ce qui concerne le dimensionnement des éléments de fixations et d'ordre structurel, dans le sens où l'entrepreneur de par sa spécialité doit fournir les notes de calculs et justifications nécessaires pour validation par le bureau de contrôle avant tout démarrage de ses prestations.

Dans le cas où l'entreprise modifie la définition des dits ouvrages de support, elle devra obtenir la validation express du maître d'œuvre avant toute commande et mise en œuvre. Faute de quoi, l'entreprise devra se conformer sans réserve aux prestations demandées.

#### **A.3.6 Documents de référence**

Les matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux documents normatifs : normes, lois, décrets, circulaires etc. en vigueur.

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec l'ensemble des règles professionnelles applicables et notamment :

- Documents Techniques Unifiés DTU
- Normes techniques
- Avis Techniques
- REEF
- Liste non exhaustive...

Les matériaux utilisés seront conformes aux normes françaises et européennes applicables à ceux-ci, avec notamment :

- Matériau avec marquage NF et CE
- Titulaire d'un Procès-Verbal d'essai en cours de validité
- Labels, classements et autres suivant typologie des ouvrages

Le marquage CE étant de nature réglementaire et obligatoire pour les produits de construction, n'est pas systématiquement rappelé au sein du présent CCTP.

L'entrepreneur doit connaître tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité. Il ne sera toléré aucune dérogation aux règles édictées, et le fait, par l'entrepreneur de ne pas s'y conformer strictement, entraînera le refus systématique par la Maîtrise d'Œuvre des ouvrages non conformes. L'entrepreneur assumera l'ensemble des frais engendrés consécutifs à des prestations non conformes.

### **A.4 Qualité des matériaux et fournitures**

#### **A.4.1 Marques, documents, prototypes et échantillons**

ECHANTILLONS & PROTOTYPES :

**Dans le cas courant de matériaux industrialisés**, l'entreprise devra fournir une gamme d'échantillons au Maître d'Œuvre, pour permettre le choix définitif, et ce, avant toute commande.

L'entreprise devra également fournir les Procès-Verbaux, certificats d'essais, documents techniques Atec du fabricant etc. afférents à ces matériaux dans le même temps pour validation par le Bureau de Contrôle

**Dans le cas particulier d'ouvrages nécessitant une fabrication**, un assemblage, un montage particulier ou autres, le Maître d'Œuvre demandera la réalisation d'un ou plusieurs prototypes avec leurs poses en place réelle, pour validation par le Maître d'Œuvre et le bureau de contrôle avant toute mise en fabrication définitive. Le coût de fabrication et de pose de ces prototypes est implicitement inclus à l'offre de l'entreprise.

Une commande ou une mise en fabrication préalable à la validation écrite des matériaux par la Maîtrise d'Œuvre et le Bureau de contrôle, ne pourra être facturée au Maître d'Ouvrage, et restera à charge de l'entreprise.

#### **A.4.2 Vérifications des côtes portées aux plans**

L'entrepreneur est tenu de vérifier avant toute exécution, les côtes portées sur les plans qui lui sont remis. Il devra immédiatement signaler au Maître d'œuvre les erreurs qu'il constaterait, et proposer les adaptations permettant de réaliser l'ouvrage.

#### **A.4.3 Certificats, contrôle et essais des matériaux, échantillons**

Les certificats de classement au feu, d'hydrofugation, de traitement des bois, de protection des métaux, sont à fournir par les entrepreneurs.

Chaque entrepreneur est tenu de produire les justifications de provenance et de qualité des matériaux, et de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de se faire présenter dans les usines, magasins, ateliers de l'entrepreneur, les matières premières destinées au chantier, ceci avant ou après usinage, pour les opérations de vérification et d'essais.

Ces contrôles qui sont à la charge de l'entrepreneur, se rapporteront notamment aux :

- Essais sur éprouvettes de béton
- Essais d'étanchéité à l'air, l'eau et au vent
- Essais de fonctionnement des installations techniques
- Mesures d'isolation acoustique

Pour les installations techniques, l'autocontrôle par les entrepreneurs devra satisfaire aux instructions COPREC.

La fourniture des fluides, combustibles, courant électrique, utiles aux essais et aux vérifications est à la charge de l'entrepreneur concerné par les opérations de contrôle qui devra par ailleurs fournir le matériel d'essai nécessaire et mettre à disposition la main d'œuvre affectée aux vérifications.

Tant en cours de chantier, qu'à l'achèvement des travaux, il sera procédé, en présence du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle, à des essais et vérifications conformément aux impositions des documents contractuels et des textes réglementaires en vigueur (DTU, documents COPREC, documents techniques Atec du fabricant etc...) Chaque entrepreneur devra obligatoirement déposer dans le local prévu à cet effet, sur le chantier, les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de son marché, dans un délai de 20 jours à partir de la remise par le Maître d'œuvre du listing.

Il fournira sur les pièces ainsi déposées, tous les renseignements qui lui seront demandés par le Maître d'œuvre ou le Maître de l'ouvrage, dans un délai maximum de 3 jours.

Les échantillons feront l'objet d'un inventaire détaillé comprenant les références numéros de série ou de type, couleur, description sommaire

La liste des matériaux ou matériels sera adressée en quatre exemplaires au Maître d'œuvre, qui donnera ou refusera son accord en fonction du devis descriptif.

Les échantillons fournis concerneront les matériaux de parement, de revêtements de sols, d'équipement, les matériels ou quincaillerie des menuiseries, des serrureries, de la plomberie, du chauffage, les matériaux ou produits manufacturés, les fournitures spéciales, etc...

Cette liste n'est pas limitative.

#### **A.4.4 Garantie du matériel**

Le matériel mis en place sera garanti un an (pièces et main d'œuvre).

Les entreprises retenues assureront pendant l'année de garantie et ce gratuitement, l'entretien et la maintenance du matériel mis en place. Le contrat d'entretien, si l'entreprise titulaire en est déclarée adjudicataire, ne prendra effet qu'à la fin de la période du parfait achèvement.

Toutes les interventions de maintenance demandées par l'utilisateur devront se faire dans les 24 heures, et en tout état de cause ne jamais empêcher la mise en fonctionnement de l'établissement. En cas de défaillance d'une entreprise, des dispositions assimilables à celles applicables aux marchés publics de travaux seraient exercées.

### **A.5 Caractéristiques du site**

#### **A.5.1 Connaissance des lieux**

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché d'une connaissance insuffisante des lieux, sites, limites et terrains d'implantation des ouvrages, état des supports, non plus que tous les éléments locaux, tels que : nature des sols, moyens d'accès, conditions climatiques, manques d'informations et sujétions diverses en relation avec l'exécution de ses travaux.

**En aucun cas les entreprises ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à leurs obligations, ou réclamer des suppléments de prix.**

A défaut de plans des existants, l'entrepreneur devra effectuer les reconnaissances nécessaires par sondages ou essais. Ces reconnaissances sont implicitement incluses dans l'offre de l'entreprise.

#### **A.5.2 Etat des lieux**

Lors du début des travaux, un état des lieux contradictoire sera établi entre le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et les entrepreneurs. Il concernera l'ensemble des espaces affectés par les travaux et ceux adjacents.

Tous les travaux nécessaires, consécutivement aux dégradations éventuelles constatées, seront imputés à l'entreprise.

### **A.6 Installation et Organisation du Chantier**

#### **A.6.1 Installation de chantier et de stockage des matériaux**

Un plan d'installation de chantier et de stockage des matériaux établi par le Coordonnateur d'hygiène et sécurité dans le cadre du PGC (pièce jointe à la consultation).

A noter que le maître d'ouvrage met à disposition un local aménagé.

#### **A.6.2 Organisation de chantier en site occupé**

Le chantier a lieu en site occupé. L'entrepreneur devra tenir compte des contraintes techniques, de sécurité, de circulations, de confort et de fonctionnement des activités existantes, des difficultés d'accès et d'approvisionnement des matériaux et des problèmes s'y affaissant (hygiène, sécurité, clés, stockage, stationnement, horaires d'accès et d'approvisionnement du chantier, nuisances sonores, etc...).

Aucune interférence n'est admise avec les activités de l'établissement.

Les travaux devront occasionner un minimum de gêne auprès des occupants et du public et ne devront pas perturber la circulation des véhicules.

Les cheminements des issues de secours des locaux en service devront restés libres ; ils ne seront en aucun cas encombrés par du matériel pendant la durée des travaux.

De par la nature des travaux envisagés sur site occupé, l'entreprise devra prévoir dans son offre de prix l'ensemble des dispositions sécuritaires vis à vis de son personnel et des tiers.

Compte-tenu de la présence d'étudiants, l'entreprise devra la mise en place de barrière de sécurité formant clôture de chantier au droit des zones d'intervention. Au droit des portes d'accès, dans le cas de présence d'étudiants, l'entreprise devra prévoir des tunnels de protection.

Il en va de même pour les zones de stockage de matériaux, bennes etc...

#### **A.6.3 Protection des ouvrages**

L'entrepreneur doit la protection de ses ouvrages et de ses équipements, afin d'assurer leur conservation à l'état neuf jusqu'à la réception des ouvrages.

La dépose de la protection sera réalisée par l'entreprise qui en a effectué la mise en place.

#### **A.6.4 Sécurité et discipline**

L'entreprise devra se conformer aux différents règlements en vigueur dans l'établissement, notamment interdiction formelle de fumer, interdiction d'utiliser du matériel appartenant à l'établissement.

#### **A.6.5 Organisation de chantier**

L'organisation du chantier est décrite au sein du PGCSPPS établi par le Coordonnateur d'hygiène et sécurité. L'entreprise doit prendre connaissance de ce document dans son intégralité.

L'entreprise doit intégrer dans ses prix unitaires, l'ensemble des prestations d'organisation, de sécurité ou de gardiennage lui incombant, ainsi que la gestion du compte prorata concernant les dépenses de consommations.

#### **A.6.7 Réception des supports**

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir.

L'entrepreneur devra faire toutes les observations et remarques en temps utile, faute de quoi, celui-ci restera le seul responsable de tous désordres et inconvénients ultérieurs.

Aucune réserve ne sera admise, ni aucune réclamation ne sera prise en considération après le démarrage des prestations sans réserve préalable. Le début d'intervention de l'entreprise implique tacitement une réception "sans réserve" des supports concernés.

#### **A.6.8 Scellements, garnissages et calfeutrements**

Chaque entrepreneur doit la pose, le réglage et le scellement de ces ouvrages. Les scellements devront permettre l'exécution des raccords de finition sans repiquage préalable.

L'exécution des garnissages, calfeutrements incombe au corps d'état utilisateur.

#### **A.6.9 Sécurité des locaux occupés**

L'entreprise devra la fermeture des locaux et des lieux qu'elle occupe, et ce en relation avec les représentants de l'établissement, dans un souci de sécurité contre le vol ou le vandalisme.

L'entrepreneur devra tenir compte des sujétions afférentes à l'accès au chantier, les ouvriers devront obligatoirement porter une combinaison spécifique à l'entreprise, ou à défaut un badge avec mention du nom de l'entreprise.

#### **A.6.10 Mesure de conservation des ouvrages existants**

L'entreprise devra la protection des ouvrages et équipements existants et conservés.

#### **A.6.11 Manutentions des fournitures**

L'entrepreneur doit le chargement à l'usine, le transport, le déchargement à pied d'œuvre, le stockage et les manutentions pour le montage de ses matériaux et fournitures sur les lieux de mise en place.

#### **A.6.12 Hygiène et sécurité**

L'entreprise devra satisfaire aux exigences législatives et réglementaires prévues dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier.

#### **A.6.13 Permis de feu**

L'entrepreneur devra se faire délivrer un permis de feu auprès du chef d'établissement et/ou de son représentant lors des interventions le nécessitant (utilisation de tronçonneuses à disques, meuleuses, appareils de soudure, chalumeau etc...) – Le permis feu a une durée limitée à 1jour. L'entrepreneur doit donc en faire la demande chaque jour.

#### **A.6.15 Sécurité des personnes contre les chutes**

L'entrepreneur doit la fourniture et mise en œuvre des dispositifs de sécurité et de protection contre les chutes de son personnel (échafaudages règlementaires, nacelles, garde-corps, filets, harnais antichute etc...) suivant la réglementation.

#### **A.6.1.16 Incorporations d'éléments**

La fourniture des éléments divers à incorporer dans les bétons, dans les bétons armés et dans les maçonneries, tels que conduits, gaines, tubes, fourreaux, boîtes d'encastrement, douilles, noquets, rails, pattes, incombe aux entreprises utilisatrices de ces éléments, qui en assureront également la mise en place.

Tout encastrement d'élément devra être indiqué au stade de l'établissement des plans de coffrage.

Tout passage d'une canalisation ou d'une gaine au travers d'un plancher, d'un mur, d'une cloison, d'un faux plafond en plaques de plâtre, s'effectuera sous fourreau.

### **A.7 Documents à fournir par l'entreprise**

L'ensemble des plans et documents à la charge du Maître d'Œuvre dans le cadre de sa mission ont été remis aux entreprises dans le présent dossier.

Les documents à fournir par les entreprises sont les suivants :

- études de détails et plans relatifs à l'exécution des ouvrages à soumettre au bureau de contrôle
- ensemble des documents contractuels à l'exécution des ouvrages mis en œuvre tels que : Avis Techniques, certificats de marquage, notes de calculs etc...

#### **A.7.1 Eléments à fournir au titre des Etudes d'exécution**

Les études d'exécution comprennent notamment :

- Les plans de fabrication (PAC) et les plans de détails d'exécution des ouvrages
- les notes de calculs
- Les mises au point technique à partir des documents joints au dossier marché

#### **A.7.2 Documents à fournir par l'entreprise au titre des DOE**

A l'achèvement des travaux, les entreprises devront établir leurs dossiers des ouvrages exécutés. Les dossiers comprendront a minima :

Pour les corps d'État techniques :

- Les plans complets conformes à l'exécution précisant, en particulier, les marques et types de tous les équipements et matériels installés avec la position exacte de tous les organes susceptibles d'être manœuvrés en cours d'exploitation, sur la base des fonds de plans "architecte" mis à jour pour les DOE par l'architecte responsable du projet.
- Les notes de calcul appropriées
- La documentation technique des appareils installés faisant apparaître l'adresse du constructeur et des distributeurs auprès desquels il est possible de s'approvisionner en pièces de rechange, les types et références des matériels, les consignes d'entretien et d'exploitation, etc.
- Si le matériel fourni est constitué d'assemblages complexes, la description du matériel pourra être complétée de plans et si nécessaires de vues éclatées.
- Les comptes rendus d'essais et de mises en service, et procès-verbaux (documents COPREC) correspondants.
- Les PV réglementaires (PV coupe-feu, SSI,...)
- Une notice complète d'exploitation rappelant les différents points de consigne, précisant les manœuvres à effectuer, spécifiant la périodicité des visites d'entretien et donnant toutes informations nécessaires pour permettre une prise en charge de l'installation sans aléas. La notice devra également permettre la localisation, l'identification et la commande de tout organe défaillant.
- Lorsque l'utilisation d'un matériel ne relève pas de l'usage courant, ou si une erreur d'utilisation risque d'entraîner une détérioration de ce matériel, ou d'autres matériaux ou équipements, une notice de fonctionnement en donnera le mode d'emploi détaillé.
- Les certificats d'essais et de mise en route exhaustifs de tous les équipements et réseaux
- La copie des certificats de garantie donnée par les constructeurs.
- Les schémas de fonctionnement.
- Les schémas électriques.

Pour les autres corps d'état :

- Les plans complets de fabrication et d'exécution des ouvrages mis à jour "conformes à l'exécution".
- La documentation technique des matériaux, leurs consignes d'entretien et de maintenance.
- La copie des certificats de garantie et d'agréments émis par des organismes habilités.

Pour tous :

- Les limites d'utilisation, telles que surcharges, pressions, conditions climatiques, etc., prises en compte dans les calculs.
- Les dispositions conservatoires à prendre en compte le cas échéant dans l'hypothèse d'un dépassement de ces valeurs.

Les entreprises devront fournir des exemplaires papier en nombre adapté et au format numérique suivant demande du Maître d'Ouvrage

### ***A.7.3 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)***

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) a pour objectif essentiel de faciliter tout l'entretien nécessaire pour maintenir l'ouvrage dans l'état où il se trouve lors de la livraison.

Les intervenants auront à produire et à transmettre tous documents nécessaires à la constitution du DIUO qui leurs seront demandés par le Maître d'Ouvrage, au fur et à mesure de leur établissement, en fonction de l'avancement des travaux (en 2 exemplaires)

## **A.8 Nettoyage de chantier**

### ***A.8.1 Nettoyage de chantier et évacuation des gravois***

Chaque entreprise de chaque lot assure avec le plus grand soin le nettoyage dont elle a l'entière responsabilité.

Chaque entreprise doit le nettoyage quotidien de ses lieux d'intervention afin de laisser le chantier dans un état général de propreté qui ne retarde pas l'intervention des autres corps d'état en favorise l'hygiène et la prévention des accidents.

L'entrepreneur devra assurer l'enlèvement de ses gravois et le nettoyage au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux. Elle doit également l'enlèvement des protections de ses ouvrages après accord de la Maîtrise d'Œuvre.

Elle doit l'évacuation de ses gravois, emballages, et autres... à toute distance, frais de décharges compris. L'entrepreneur tiendra compte dans ses prix des nettoyages successifs après exécution de ses ouvrages, il ne pourra prétendre à quelque plus-value que ce soit pour ces travaux de nettoyage.

Au cas où celui-ci viendrait à ne pas être tenue, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur H & S pourront sur simple constatation du non-respect de cette obligation :

- Soit : attribuer à chaque entreprise des zones de chantier à nettoyer d'une manière ponctuelle ou définitive.
- Soit : dans le cas d'un non-respect des instructions données, faire intervenir une société spécialisée dans le nettoyage ; le coût de cette intervention étant ensuite réparti entre les entreprises fautives en fonction d'un degré de responsabilité qu'il déterminera.

Il appartient au Maître d'œuvre et au Coordonnateur H. & S. de constater le respect de cette obligation.

Pour les gravois d'origine indéterminée, le Maître d'œuvre établira une répartition de leur enlèvement par les entreprises présentes sur le site.

Les entreprises auront alors 24 heures pour évacuer les gravois qui leur sont attribués. Passé ce délai, les gravois seront enlevés aux frais de l'entreprise défaillante par une entreprise choisie par le Maître d'œuvre ou le Pilote. L'entreprise devra se référer aux dispositions et procédures de nettoyage décrites au sein du PGC joint à la consultation.

### ***A.8.2 Gestion des déchets de chantier***

Chaque entreprise aura à sa charge la gestion et le tri sélectif de l'ensemble des déchets correspondant aux activités de son lot : emballages, déchets de démolition, de dépose, déchets de chantier. L'entreprise doit agir conformément aux textes réglementaires applicables en matière de gestion des déchets ainsi qu'aux règlements sanitaires départemental et régional, ainsi que l'élimination des déchets.

Les entreprises s'acquitteront de leur obligation aux prescriptions relatives au tri sélectif en déposant leurs déchets pré-triés dans des bennes mises en place par elles-mêmes et à leur charge.

L'entreprise devra donc prendre en charge les démarches nécessaires (bordereau) sur le suivi des déchets et intégrer à son offre l'ensemble des frais en découlant.

Le tri, la gestion et l'élimination des déchets restent sous son entière responsabilité.

### ***A.8.3 Nettoyage de réception***

Un Nettoyage de réception est prévu à la charge du lot Plâtrerie-Peinture-Faux-plafonds.

Cette prestation consiste au nettoyage final (avant la mise en service des locaux) en fin de chantier.

Cela ne dispense en aucun cas les autres lots du nettoyage des locaux dans lesquels ils sont intervenus.

## **B Prescriptions particulières au présent lot**

### **B.1 Document de Référence**

L'Entrepreneur du présent chapitre se référera aux prescriptions, stipulations, normes et règlements des documents officiels existants, applicable aux travaux, objet du présent chapitre et notamment aux prescriptions et recommandations techniques des fournisseurs et fabricants de matériaux mis en œuvre dans le cadre de la présente opération.

- DTU en vigueur,
- Revêtement de Sol : notice sur la classement UPEC des locaux ,
- Les normes AFNOR.
- Les recommandations professionnelles U.E.A.t.c. pour l'agrément des colles
- les CPT du CSTB concernant les revêtements de sol et revêtement muraux intérieurs collés.
- Les avis techniques du CSTB pour tous les matériaux et procédés non traditionnels entrant dans les travaux du présent chapitre.
- Les prescriptions de mise en œuvre des fabricants pour tous les matériaux pour lesquels elles existent.
- Etc...
- L'énumération des textes n'est donné qu'à titre d'information et elle n'est pas limitative, l'Entrepreneur devant se référer à tous les règlements, lois etc. afférents à sa spécialité et également aux travaux qui lui sont imposés.
- Il ne sera toléré aucune dérogation aux règles édictées dans les divers documents, et le fait, par l'Entrepreneur de ne pas s'y conformer strictement, pourra entraîner le refus par la maîtrise d'Œuvre d'ouvrage non conforme

### **B.2 Qualité et traitement des Supports**

SUPPORTS :

Les supports sont :

- Sols existants arrachés au titre des démolitions pour obtenir le même niveau fini entre les différents revêtements,

TRAITEMENT DES FISSURES :

- Pour les fissures de 0.5 à 4mm de largeur, l'entrepreneur du présent chapitre aura à sa charge les préparations suivantes :
  - ouverture des fissures,
  - nettoyage et application d'un primaire d'accrochage
  - remplissage avec une résine epoxydique coulante et saupoudrage de sable de quartz, avant polymérisation de la résine.
- Pour les fissures inférieures à 0.50mm :
- Application sur la totalité du support du primaire d'accrochage.

SUJETIONS DIVERSES :

- Les surfaces de placards seront revêtues comme les locaux dont ils dépendent.
- Les niveaux finis devront être uniforme quel que soient le revêtement de sols prévu.
- Les découpes seront exécutées de telle sorte qu'elles soient parfaitement invisibles une fois de revêtement appliqué.

NETTOYAGE ET PROTECTION :

- Après achèvement, les revêtements ainsi que les plinthes, seront livrés sans aucune tâche. Les déchets de coupe auront été enlevés par les soins de l'entrepreneur.
- Cette propreté devra être constatée à l'achèvement des travaux par le maître d'ouvrage.
- De même, l'entreprise devra la protection en cours de pose et le nettoyage définitif, pour la réception des ouvrages.

CALPINAGE:

La pose des revêtements inclut tacitement les sujétions et difficultés liées aux calpinages des revêtements, définis par le Maître d'Œuvre, à savoir :

- Traçage à la demande, suivant projet,
- Coupes de formes quelconques.
- Chutes de matières
- Joints (suivant matériaux choisis)
- Etc..
- **Les plans de calepinage (dont l'entrepreneur en doit l'établissement et la diffusion), seront soumis à l'approbation du maître d'Œuvre avant toute exécution.**

CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES FINIS

- Les différents revêtements de sols (carrelages, sols minces ets...) devront toujours être au même niveau au droit des jonctions et présenter un affleurement parfait.



- Toutes dispositions utiles devront être prises à ce sujet, en accord avec les entrepreneurs des autres corps d'état.
- Les revêtements verticaux en carrelage devront être parfaitement plans et d'aplomb.

### **B.3 Décors & Coloris**

- Dans un même local, des décors et des coloris différents pourront être utilisés suivant les indications et choix des Architectes suivant plans de calepinage. Les jonctions devront être parfaites sans différence de planimétrie, avec éventuellement un profil de raccordement si cela est nécessaire.
- Sauf indication contraire des Architectes, l'arrêt entre 2 revêtements de sol de nature différente se fera dans l'axe du vantail des portes.

### **B.4 Assistance Technique des Fabricants**

Avant toute exécution, l'Entrepreneur devra communiquer à la Maîtrise d'Œuvre, le ou les nom(s) des fabricants des revêtements de sols qu'il mettra en œuvre.

- L'assistance technique de ces derniers sera requise dans les conditions suivantes ;
- Assistance à l'Entrepreneur lors de la réception des supports et préconisation des préparations nécessaire : ragréage, traitement des fissures, produits de cure et de stabilisation des supports, etc...,
- Visite périodique, au minimum toutes les semaines, de contrôle de conformité de la mise en œuvre par rapport aux DTU et aux préconisations du fabricant.
- Ce contrôle portera sur la mise en œuvre du revêtement et sur les produits annexes : adhésifs, cordons de soudures, bandes adhésives, produits pour le traitement des joints, mastics d'étanchéité, etc.
- Sur demande de la Maîtrise d'Œuvre, les observations ou constats du fabricant pourront être confirmés par écrits à la Maîtrise d'Œuvre.

L'Entrepreneur portera à la connaissance de ses fournisseurs, les présentes dispositions.

### **B.5 Prestations à la charge du présent lot**

Les prestations dues au titre du présent lot, comprennent implicitement :

- le constat du tracé du trait de niveau,
- la reconnaissance des supports,
- la réception des supports,
- le nettoyage : balayage et enlèvement des déchets
- les travaux rectificatifs ou complémentaires au support
- les plans de calepinage éventuel des revêtements,
- la dépose et repose des équipements éventuels sur l'emprise des zones d'intervention,
- la fourniture et la mise en œuvre de l'ensemble des matériaux rentrant dans la composition et dans le parfait achèvement des prestations décrites,
- la fourniture et la mise en œuvre du matériau de remplissage des joints de fractionnement, joints de retrait, et autres,
- l'enlèvement, la sortie de tous les déchets, débris, emballages, ...
- le nettoyage soigné des zones d'intervention avec balayage journalier des zones de travail
- le nettoyage des salissures éventuelles engendrées sur les ouvrages contigus
- l'enlèvement des protections sur les ouvrages et le nettoyage de réception sur ces ouvrages afin de livrer les prestations demandées dans un parfait état d'achèvement.

## **C Détails des ouvrages :**

### **C.1 Dépose de revêtements de sols minces**

Dépose de revêtement de sols minces comprenant :

- Dépose de revêtement de sols collés de toute nature et coupe soigné au droit des parties conservées
- Dépose et descellements de seuils au passage de portes et de couvre-joints au joint de dilatation
- Râclage de la sous couche et de la colle, nettoyage du support
- Toutes sujétions de dépose, d'évacuation et de mise en décharges à toutes distances, compris droit de décharges

*Mode de métré : Au m2 de sol à déposer*

*Locaux A020a, A125c, A127, A128, B116, B117, B202, B204B312, B313, B314 et B301*

### **C.2 Enduit de ragréage intérieur**

Fourniture et application d'un enduit de ragréage comprenant :

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

- Ragréage en classe P compatible au classement UPEC du revêtement de sol prévu
- Support : dalle ou chape béton
- Produit de ragréage faisant l'objet d'un Avis Technique du CSTB en cours de validité.

MISE EN OEUVRE :

- Réception du support
- Travaux préparatoires, arrachage, enlèvement, ponçage et nettoyage du support etc... de manière à rendre le support apte à recevoir le ragréage
- Application d'un primaire d'accrochage si nécessaire adapté à la nature du support
- Application en épaisseur adaptée de l'enduit de ragréage et toutes sujétions de mise en œuvre

*Mode de Métré : Au M2 de ragréage à réaliser*

*Locaux A020a, A125c, A127, A128, B116, B117, B202, B204B312, B313, B314 et B301*

### **C.3 Revêtement de sol PVC en lés sur mousse - U4P3 - 17dB**

Fourniture et pose de revêtement PVC en lés de 2.00 m de largeur, titulaire d'un avis technique en cours de validité et comprenant :

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

- Revêtement de sol PVC hétérogène, composé d'un décor dans la masse sans couche transparente renforcée par une grille de verre, avec une sous couche en mousse haute densité renforcée par une grille de verre, avec intercalaire entre les couches
- Classement UPEC : U4 P3 E2/3 C2
- Groupe d'abrasion : T
- Certifié NF
- Matériau antistatique
- Epaisseur couche d'usure : 1.00 mm minimum
- Réaction au feu (certifié par PV) : Cfl-s1
- Isolation acoustique certifiée : Delta Lw supérieure ou égale à 17 dB(A)
- Poinçonnement rémanent : <= 0.20
- Coloris et Calepinage : Teinte et aspect identique au revêtement de sols existants attenants
- Support : Plancher béton existant et enduit de ragréage ci-avant

TRAITEMENT DE SURFACE :

- Traitement de surface photoréticulé anti-encrassement évitant l'utilisation d'une émulsion (métallisation)

MISE EN OEUVRE :

- Nettoyage du support
- Pose en plein sur le support à la colle avec traitement des joints suivant les spécifications de l'avis technique délivré et suivant les prescriptions du fabricant
- Sujétions de mise en œuvre telles que, coupes, entailles, chutes, ajustage
- Nettoyage en fin de travaux

Y compris raccord soigné sur revêtement de sol mince attenant en périphérie par cordon de soudure à chaud.

Marque et référence données à titre indicatif : TARALAY INITIAL ACOUSTIC de chez GERFLOR ou équivalent

*Mode de Métré : Au M2 à réaliser*

*Locaux A020a, A125c, A127, A128, B116, B117, B202, B204B312, B313, B314 et B301*

#### **C.4 Profil de seuil en aluminium**

Fourniture et pose de Profil de seuil en aluminium d'arrêt au droit des changements de revêtements de sol comprenant :

- Mise en œuvre du profil adapté au type des revêtements compris coupes, réglage mise à niveau avec le revêtement sans surépaisseur
- Fixations par collage (ou par visserie inox et chevilles sur trous fraisés)

MARQUE et REFERENCE données à titre indicatif :

- Reno-T de Schluter
- ou équivalent

*Mode de Métré : Au ml de Profils à mettre en œuvre*

*Locaux A020a, A125c, A127, A128, B116, B117, B202, B204B312, B313, B314 et B301*